

Annexe au Protocole N^o 21.

Annex to Protocol N^o 21.

AMENDEMENT
DU DÉLÉGUÉ DE FRANCE
A L'ARTICLE VII
(ARTICLE V DU PROJET ANGLO-ALLEMAND.)

AMENDMENT
PROPOSED BY THE DELEGATE OF
FRANCE TO ARTICLE VII.
(ARTICLE V OF THE ANGLO-GERMAN DRAFT.)

AMENDEMENT DU DÉLÉGUÉ DE FRANCE
A L'ARTICLE VII
(ARTICLE V DU PROJET ANGLO-ALLEMAND.)

ARTICLE VII. §

1.
2.
3. Les jugements, en matière civile et en matière de simple police, rendus par les tribunaux qui siègent à un seul juge pourront être déférés, par la voie de l'appel, aux tribunaux de première instance.
4. Les jugements rendus par les tribunaux de première instance pourront être déférés, par la voie de l'appel, aux Cours d'Appel.
5. Les pourvois en cassation pour erreur de droit seront portés:
Contre les jugements rendus par les tribunaux de première instance sur l'appel des jugements des tribunaux à un seul juge, devant les Cours d'Appel ;
Contre les arrêts des Cour d'appel devant la Cour Suprême.
6. Il sera institué huit tribunaux de première instance répartis entre les villes suivantes:
Yokohama—Hakodate—Niigata—Kobé—Kioto—Yamaguchi—Nagasaki—Nagoya.
Le siège de ces tribunaux pourra être déplacé dans le cas où l'utilité d'une pareille mesure serait démontrée par l'expérience.
Il y aura deux Cours d'Appel, l'une à Tokio, l'autre à Osaka.
La Cour Suprême aura son siège à Tokio.
7. Les juges de nationalité étrangère siégeant dans les tribunaux de première instance seront choisis parmi les membres des Cours d'Appel et délégués, dans le courant de chaque année judiciaire pour l'année judiciaire suivante, par une Commission composée du premier Président de la Cour Suprême et deux membres de cette même Cour, désignés par la voie du sort.
Ce roulement aura lieu de telle manière qu'il fasse passer successivement tous les membres

AMENDMENT
PROPOSED BY THE DELEGATE
OF FRANCE TO ARTICLE VII,
(ARTICLE V OF THE ANGLO-GERMAN DRAFT.)

ARTICLE VII

1.
2.
3. Judgments given, either in civil matters or in the case of contraventions, by Courts presided over by a single judge can be brought on appeal before the Courts of Appeal.
4. Judgments given by Courts of First Instance can be brought on appeal before the Courts of Appeal.
5. Appeals *en cassation* on the ground of error in law shall be conducted as follows: appeals against judgments given by the Courts of First Instance, on appeal from judgments given by Courts presided over by a single judge, shall be brought before the Courts of Appeal; appeals against judgments given by the Courts of Appeal shall go before the Supreme Court.
6. Eight Courts of First Instance shall be established, and located in the following places, namely:
Yokohama—Hakodate—Niigata—Kobe—Kioto—Yamaguchi—Nagasaki—Nagoya.
The seats of the above Courts may be changed, should experience prove such change to be desirable.
There shall be two Courts of Appeal, one at Tokio, the other at Osaka.
The Supreme Court shall sit at Tokio.
7. The judges of foreign nationality sitting in the Courts of First Instance shall be chosen from amongst the members of the Courts of Appeal; they shall be selected in the course of each judicial year for the ensuing judicial year, by a committee composed of the Chief President of the Supreme Court, and two judges of the same Court, who shall be designated by lot.
This alternation of judges shall be arranged so that all the foreign members of the Courts

étrangers des Cours d'Appel par les divers tribunaux de première instance.

Les permutations de gré à gré entre juges de nationalité étrangère pourront être autorisées par la Commission ci-dessus désignée.

8. En matière civile, si la demande dépasse directement ou indirectement la somme de cent yen, l'affaire sera jugée par un tribunal de première instance.

Tout litige susceptible d'excéder cent yen sera jugé également par un tribunal de première instance.

9. En matière pénale, les tribunaux de première instance connaîtront de toutes les infractions dont la peine excède dix jours d'emprisonnement et deux yen d'amende. Leur compétence s'étendra même aux crimes.

10. L'instruction préliminaire de toute action correctionnelle ou criminelle sera confiée à un juge de nationalité étrangère.

11. Dans toutes les affaires comportant l'intervention du ministère public, les fonctions de Procureur Impérial ou de substitut du Procureur Impérial seront remplies par un magistrat de nationalité étrangère.

12. Les audiences seront publiques, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement. Dans ce dernier cas, les motifs de la décision du tribunal seront énoncés au procès-verbal de l'audience.

13. (Amendement du Délégué de Russie.)

14. Les sujets ou citoyens auront toujours la faculté de comparaitre en personne devant toutes les juridictions. Il auront pleine liberté pour le choix de leurs avocats, pourvu, toutefois, que ceux-ci, s'ils sont étrangers, soient inscrits au tableau de l'ordre des avocats étrangers ou admis par les lois et règlements du pays à exercer comme avocats japonais, mais sans distinction d'affectation aux différents sièges ou degrés de juridiction.

Le tableau de l'ordre des avocats étrangers sera dressé pour tout le Japon par la Cour spéciale chargée de la discipline des magistrats de nationalité étrangère, ainsi qu'il sera dit ci-après. Pourront être inscrits au tableau de l'ordre tous les étrangers qui justifieront, devant ladite Cour, de leur parfaite honorabilité et de

of Appeal shall sit in their turn in each Court of First Instance.

An exchange of posts by mutual agreement between judges of foreign nationality may be authorized by the committee charged with the distribution of judges.

8. Civil suits in which the amount of the claim exceeds, directly or indirectly, yen 100 shall be decided by a Court of First Instance.

Any claim the amount of which may exceed yen 100 shall also be decided by a Court of First Instance.

9. In criminal matters the Courts of First Instance shall take cognizance of all offences the penalties for which exceed imprisonment for 10 days and a fine of 2 yen.

The competency of the said Courts shall extend even to crimes.

10. The preliminary examination of all criminal cases shall be conducted by a judge of foreign nationality.

11. In all cases in which the intervention of the Public Prosecutor is required, the duties of the Imperial Prosecutor, or of the substitute of the Imperial Prosecutor, shall be performed by a judge of foreign nationality.

12. Trials shall be conducted in public, except when the court otherwise determines. In this case, the reasons for the decision of the court shall be recorded in the minutes of the proceedings.

13. (Amendment of the Delegate of Russia.)

14. subjects or citizens shall always have the right to appear in person before the courts of each class. They shall have full liberty in choosing their advocates, provided, however, that the names of the latter, if they are foreigners, shall be inscribed on the roll of foreign advocates, or that they are admitted, by the laws and regulations of the country to practice as Japanese advocates, but without any distinction being made as to the seats or classes of the different courts.

The roll of foreign advocates shall be drawn up for the whole of Japan by the special Court charged with the exercise of disciplinary functions in regard to judges, as hereafter stipulated. All foreigners who can satisfy the said Court of their perfect respectability, and of their capacity

leur capacité d'exercer comme avocats dans leur propre pays.

La même Cour spéciale sera également chargée de la discipline des avocats étrangers.

15. Par exception, tout étranger accusé d'un crime aura le droit de prendre pour défenseur telle personne qu'il lui plaira de choisir, alors même que cette personne n'aurait pas la qualité d'avocat.

16. Chaque fois qu'un sujet ou citoyen sera poursuivi pour crime, il sera d'office, à moins qu'il n'ait lui-même fait choix d'un défenseur, assisté d'un avocat connaissant une langue judiciaire et pouvant, en outre, s'entendre facilement avec l'accusé dans une langue quelconque. Cet avocat d'office exercera son mandat à titre gratuit.

17. Toutes les fois qu'un sujet ou citoyen sera condamné en matière pénale, la cour ou le tribunal qui aura prononcé la sentence devra, dans les huit jours, en adresser une expédition au Consul de cette nationalité le plus proche.

18. Dans le cas où le Gouvernement Impérial Japonais établirait par la suite des tribunaux assistés de jurés, le jury sera composé en majorité d'étrangers pour les affaires dans lesquelles des sujets ou citoyens se trouveront impliqués comme accusés.

19. Les questions relatives aux accusations et aux exécutions capitales seront réservées pour faire l'objet d'arrangements spéciaux.

20. Tout ce qui concerne la détention, tant préventive que pénale, des prisonniers étrangers et le mode d'application auxdits étrangers des autres pénalités de la loi japonaise, sera déterminé par un règlement annexé à la présente Convention.

Le Gouvernement japonais pourra demander, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, que des modifications soient apportées audit règlement.

to practice as advocates in their own country, may be inscribed on the roll in question.

The same special Court shall also be charged with the exercise of disciplinary functions in regard to advocates.

15. By way of exception, every foreigner accused of a crime shall have the right to select as counsel for his defence any person he likes, even though the person in question may not be an advocate by profession.

16. Whenever a foreigner is prosecuted for a crime, he will at the instance of the court, unless he has himself chosen counsel for his defence, be assisted by an advocate conversant with one of the judicial languages, and able besides to communicate with facility with the accused person in some language or other. The advocate thus appointed by the court shall give his services gratis.

17. Whenever a subject or citizen is sentenced for a criminal offence, the higher or lower court which has pronounced the sentence shall within eight days send a copy of it to the nearest Consul of the nationality of the offender.

18. In case the Japanese Government establishes Courts with juries, the jury shall, when subjects or citizens are prosecuted, consist of a majority of foreigners.

19. Questions relating to capital charges and to executions shall be reserved for special agreement.

20. Everything relating to the confinement of foreign prisoners, both before and after trial, and to the mode of applying to the said foreigners other penalties of Japanese laws, shall be governed by regulations annexed to the present Convention.

The Japanese Government may, whenever it deems it necessary, ask for modifications to be introduced in the said regulations.